

Et voilà le retour de la « TVA anti-sociale » !

1. La « TVA sociale » : Le retour d'une vieille recette....

Réclamé par les patrons du MEDEF depuis des années, soutenu par l'UMP, le projet de « TVA sociale » est un vieux projet... C'est pendant la campagne présidentielle de 2007 que Sarkozy a préparé le terrain en proposant d'« *imposer la consommation plutôt que le travail* ».

Face au tollé suscité par ce projet dans la campagne des législatives de 2007, la TVA sociale est alors progressivement mise en sourdine. Yves Bur, député UMP du Bas-Rhin, est cependant chargé d'écrire un rapport sur le sujet... Ce rapport existe mais n'a jamais été rendu public par le gouvernement.

2. Rebaptisée TVA « anti-délocalisation »

Présenté sous l'étiquette séduisante, mais trompeuse, d'arme antidélocalisation, le projet de « TVA sociale » s'inscrit dans l'offensive engagée depuis des années par le patronat pour baisser le « coût » du travail. Un coût considéré comme le principal obstacle à l'emploi et à la compétitivité des entreprises, en « oubliant » au passage la facture des prélèvements opérés au bénéfice du capital (dividendes versés aux actionnaires, etc.).

À entendre la droite et le MEDEF, les entreprises, allégées de cotisations, pourraient baisser leurs prix, neutralisant ainsi l'effet de la hausse de la TVA et, du coup, résister aux délocalisations, d'autant que, parallèlement, la « TVA sociale » pénaliserait les produits importés.

En fait le mécanisme de la TVA sociale consiste à faire de la redistribution à l'envers en allégeant les prélèvements sur les employeurs pour les augmenter sur les ménages.

3. Et pourtant la TVA est une mesure inefficace

Ce raisonnement est largement erroné. **Taxer la consommation des ménages ne pénaliserait que secondairement les importations** car le contenu moyen en importations de la consommation des ménages n'est que de 14 % !

Quant à la baisse des cotisations sociales, son effet sur l'emploi n'est pas non plus prouvé... **Voilà 30 ans que les gouvernements successifs ont baissé les cotisations sociales** via des dispositifs comme les allègements de cotisations sur les bas salaires, la défiscalisation des heures supplémentaires, les zones franches, la suppression de la taxe professionnelle, avec un coût énorme pour l'État et les contribuables ... Or **jamais le chômage n'a été si haut ni la désindustrialisation de notre pays si profonde...**

Les chiffres à retenir...

**32 milliards d'euros
d'exonérations de cotisations
patronales en 2011**

Plus de 4 millions de chômeurs

**1,9 million d'emplois dans
l'industrie perdus depuis 30 ans**



**Sondage
Exclusif
L'Humanité**

A la question suivante : Pour favoriser l'emploi et les produits fabriqués en France, Nicolas Sarkozy et le gouvernement proposent de mettre en place une TVA sociale, qui consisterait en une augmentation de la TVA sur l'ensemble de la consommation des ménages français en contrepartie d'une baisse sur les cotisations sociales payées par les entreprises sur les salaires

64 % des Français se déclarent opposés

4. Que cache donc la TVA « sociale » ?

Derrière les arguments bidons sur l'emploi ou le financement de la protection sociale, le véritable motif de la « TVA sociale » serait donc tout **simplement d'augmenter la TVA pour contenir le déficit public creusé par l'appauvrissement délibéré de l'Etat par la droite** suite aux nombreux cadeaux fiscaux.

Cette TVA est aussi une remise en question profonde du système mis en place à la Libération. La cotisation sociale est un prélèvement sur la richesse créée, un « deuxième salaire » - ou salaire socialisé - redistribué aux salariés et à la population sous forme égalitaire par la Sécu. C'est ce qui justifie que celle-ci soit gérée par les représentants des salariés. Le patronat, lui, n'a jamais véritablement admis que ce pouvoir et cet argent lui échappent.

Le financement de la Sécu par la TVA la soumettrait aux décisions des gouvernements qui pourraient chaque année, au moment du vote du budget, **remettre en cause le niveau de la protection sociale.** **Et au final, créer les conditions de la privatisation** en privilégiant l'assurance privée...

5. La TVA, menace sur le pouvoir d'achat !

Une hausse de deux points de l'actuelle TVA à 19,6 % entraînerait une ponction de plus de 10 milliards d'euros sur le budget des consommateurs. En plus, les entreprises répercuteront immédiatement la hausse de la TVA sur leurs prix.

Au sein même des ménages, la hausse de la TVA pénalisera surtout les ménages modestes, beaucoup plus exposés que les ménages aisés qui épargnent une partie de leur revenu. Les 10 % des ménages les plus riches consacrent 3,4 % de leur revenu à la TVA, les 10 % les plus pauvres 8,1 %. Car en plus d'être inefficace, **la TVA est ainsi un impôt injuste !**



Pour nous contacter : Parti Communiste Français

18, rue de la division Leclerc - 67 000 Strasbourg

Tél. 09 77 31 13 44

courriel : pcf.fede-67@wanadoo.fr Site : <http://www.pcf-bas-rhin.com/>

Blog : <http://cellulewodlipcf67.blogspot.com/>

La douloureuse du 1er janvier

- Gaz : +4,4% des tarifs réglementés.
- Transports : +3,2% sur les prix des billets de TGV et de trains inter-régionaux,
- TVA : le taux réduit passe de 5,5% à 7% pour la restauration, l'hébergement, les travaux à domicile, les services à la personne (pour le livre, la hausse interviendra le 1er avril).
- Mutuelles : +5% suite au doublement de la taxe sur les contrats de santé.
- Sécurité sociale : instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires en arrêt maladie, baisses des indemnités journalières d'arrêts maladie remboursées par l'assurance maladie pour les salaires supérieurs à 2.450 euros brut.
- Taxes : Instauration d'une taxe sur les sodas et boissons avec édulcorants. Hausse de la taxe sur les alcools titrant plus de 18 degrés. Sans commentaire...

AVEC LE PCF et LE FRONT DE GAUCHE

5 mesures fortes pour combattre le chômage et défendre la SECU

- ① **Interdiction des licenciements boursiers** quand l'entreprise fait des profits !
- ② **Droit de reprise de l'entreprise par les salariés** en cas de délocalisation.
- ③ **Remboursement des aides publiques** pour les entreprises qui délocalisent.
- ④ **Nationalisation des banques et création d'un pôle public bancaire**, afin de placer le travail, l'activité économique utile, avant l'intérêt des actionnaires.
- ⑤ **Augmentation générale des salaires et SMIC à 1700 €** pour relancer l'économie...